

N°

200 l'avenir de la BRETAGNE



IRLUOR BRETAGNE



DÉCEMBRE

MOIS DE LA TRADITION



LA TRADITION DU SOLSTICE D'HIVER

Voici venir l'hiver et son manteau de vent, de froidure et de pluie. Voici venir Noël sa veillée, son sapin et sa douce chaleur familiale. Noël c'est la fin d'une année et l'espérance d'une autre, plus bénéfique. Noël, c'est avant tout la fête intime du foyer.

Il était d'usage en Bretagne de voir des jeunes gens ou des mendiants d'âge mûr parcourir la campagne et mendier (étréneurs). A Spezet, dans le Finistère, on chantait pour se faire ouvrir la porte :

« Poussons un cri de joie en l'honneur de la mère et du père, des enfants de la maison — Que les enfants respirent la santé — Que vos filles sentent la lavande — (On vous souhaite). Année de scarabée, année de rosée, année d'avoine et de froment pour vous — Dans votre courtil du chanvre — Gai lorsque viendra le mois de mai, en mai la fleur — En juin et en juillet la Galette Blanche ».

Encore dans le dernier quart du XIX^e siècle, à Montauban (en Ille-et-Vilaine) les enfants pauvres allaient comme dans beaucoup de localités bretonnes se présenter à la porte des personnes aisées en criant : « Au gui l'an neuf » armés d'une longue broche de bois sur laquelle ils enfilèrent les morceaux de lard et de viande salés qu'on leur offrait — rite que l'on retrouve aussi chez les peuples germaniques.

D'ailleurs Noël tel que nous le connaissons aujourd'hui procède de très vieilles croyances romaines, germaniques, celtiques... Aussi loin que remontent nos connaissances des peuples indo-européens, cette période symbolise la foi dans l'éternel retour des saisons, marquant l'alliance de l'homme avec la nature. Au cœur de l'hiver quand le renouveau semble ne jamais devoir reflourir, l'homme celtique savait que ses dieux ne l'abandonneraient pas et renouvelleraient le miracle du printemps. D'ailleurs la fragmentation des fêtes de fin d'année est relative-

ment récente ; toutes appartiennent au vieux « cycle des 12 jours », symbolisant les 12 mois de l'année, dans lequel Noël marquait le début de la période du solstice, période se terminant par ce qui est devenu la fête des Rois dans la religion chrétienne.

Noël, fête du foyer et indirectement fête du feu qui, au cœur de l'hiver dans nos civilisations nord-européennes, remplaçait le soleil. Le feu conservé au foyer des vieux celtes symbolisait la continuité de la vie à travers les divers maillons de la chaîne familiale. La maison était au cœur de la terre, du domaine. Le feu était au cœur de la maison du foyer. Les générations se succédaient et transmettaient l'héritage.

Aujourd'hui encore le feu garde son éternel symbole. Au plus profond de l'hiver il reste une image du soleil, une image du rythme des saisons et du rythme de la vie. Sans cesse des saisons remplacent des saisons. Des générations succèdent à des générations. Un feu s'éteint, dix autres s'allument. Le vent souffle une flamme, la mort souffle un homme. Une braise se rallume, un enfant naît. La vie est là. Et c'est bien aumythe de l'Eternel Retour qu'appartiennent les fêtes du cœur de l'hiver. C'est une période d'attente et de renouveau où le soleil disparaît ; c'est la lutte de la vie contre la mort, de la lumière contre les ténèbres, de la connaissance contre l'obscurantisme.

A travers le temps et les religions ce sont le même esprit et les mêmes rites essentiels qui se sont maintenus jusqu'à nos jours. Il faut toujours garder à l'esprit qu'à l'ombre du chêne de la forêt celtique le symbolisme transcendantal des croyances de nos aïeux subsiste encore.

Aujourd'hui, alors que toute est encore noir, la vie couve dans la terre. La Liberté germe dans notre peuple. Le printemps reviendra. Une Jeune Bretagne rennaîtra.

Paotr EDERN

AUX HERMINES DE RHUYS

meubles régionaux, livres anciens, tissus d'ameublement. - Mme GUEDEL, rue Bonable, 56-Sarzeau.

L'avenir de la BRETAGNE

Mensuel édité par la SOCI PRESSE
 Directeur politique : Yann FOUERE
 Rédacteur en chef : Erwan FLOC'H
 Le gérant responsable
 de la publication : J.-F. CLENET
 Imprimerie E. DESSALLES
 Saint-Brieuc - Tél. 33.43.44.

ABONNEMENTS

1 an 20 F.
 de sympathie 50 F.
 de soutien 100 F.
 d'honneur 500 F.

C.P.P.P. numéro 34 834

Dépôt légal : DECEMBRE 1972

soutenez notre action
A B O N N E Z - V O U S

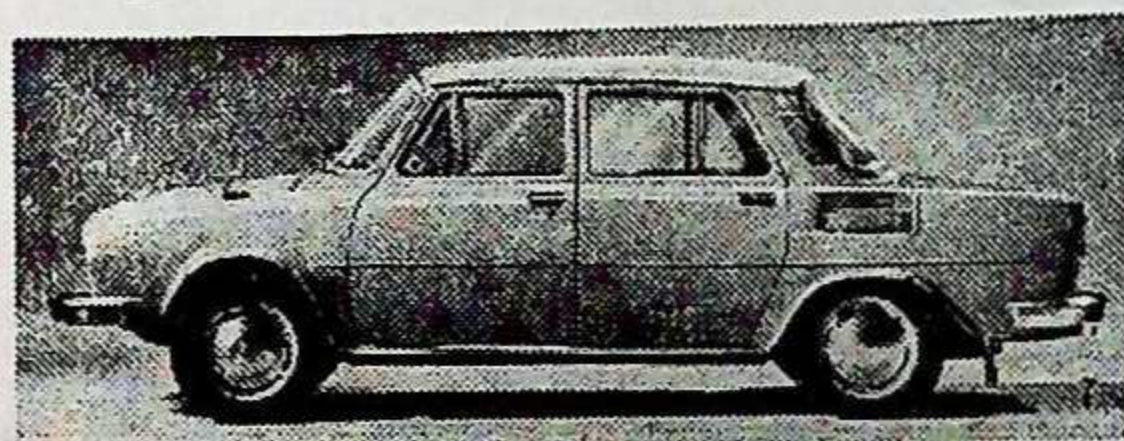
1970 Immatriculations : 1177 voitures
 1971 Immatriculations : 2056 voitures
 1972 prévisions : plus de 6000 voitures

GARAGISTES DYNAMIQUES

PARTICIPEZ
A CETTE EXPANSION

en devenant Concessionnaire

ŠKODA



à partir de
8610 F.T.T.C.
 départ Haguenau

ets J. POCH importateur depuis 25 ans
 5, rue Jean-Jaurès, BEZONS (95)
 Tél. 961.47.07 - 961.54.67

Productions

KELENN

PRODUCTION - DISQUES :

- Collection « KELENN » (distribution Phonogram)
- Collection « NOROIT et IROISE » (distribution Kelenn)
- Collection « AST » (productions indépendantes, comptes d'auteur)
- Importations celtiques : Folk

tous travaux de prise de son, sonorisation, reproduction de bandes magnétiques, sur disques, gravure à l'unité ou par pressage toutes quantités.
 location studio - entièrement équipé du matériel prise de son moderne, deux et huit pistes (studer), effets sonores, etc...

EDITIONS - LIVRES

- Collection « RESSAC » Romans
 A paraître prochainement : « Fête de nuit » X. Grall
- Collection « POLITIQUE »
 Sous presse : « FLB 72 - PROCES DE LA BRETAGNE »
 Catalogue complet à votre disposition : Editions KELENN,
 21, place Baratoux, 22000-SAINT-BRIEUC - Tél. : 33.64.83.

« TOUS ARTICLES BRETONS - Livres - disques - gadgets... »

DIFFUSION BRETONNE

110, rue de Saint-Malo - 35000 - Rennes (Breizh).
 catalogue gratuit sur demande. »

Je souscris un abonnement d'un an à « L'Avenir de La Bretagne »

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

PROFESSION _____

ci-joint () C.C.P. () Chèque () Mandat-lettre

B.P. 103 - 22000 ST BRIEUC - Tél. 33.35.88
 C.C.P. 11 32 86 Rennes



200 FOIS notre journal est sorti pour appeler les Bretons à se souvenir que LIBRES ils furent un grand peuple dont la richesse provoquait les convoitises et dont le courage assurait l'indépendance.

200 FOIS, nous avons montré comment en perdant son propre gouvernement, notre pays à peu à peu vu disparaître son esprit d'entreprise ; comment, abandonnant sa langue, il a perdu son âme ; comment comptant sur l'aide de Paris, un peuple fier est devenu une troupe de mendiants.

200 FOIS nous avons été sans pitié pour ceux qui chaque jour se font les complices de l'entreprise de déracinement collectif qui vise à refuser à un peuple de vivre à son rythme propre, selon ses lois et ses usages dans son propre pays.

200 FOIS nous avons démontré comment les représentants que se donne notre peuple n'ont, comme première action, que de trahir les intérêts de ceux qu'ils devraient servir afin de ménager les idéologies ou les groupes d'intérêts qu'ils servent.

16 ans d'existence, c'est déjà beaucoup et l'on pourrait égrener le long chapelet des combats passés, des difficultés surmontées, du ghetto éclaté... nous nous garderons bien malgré le chemin parcouru de ressasser les souvenirs. Jamais notre journal n'a été réalisé et soutenu par une équipe aussi jeune. De la clairvoyance et de la volonté de celle-ci dépendent les progrès de demain. Il importe donc de tracer à grands traits, afin que les buts soient bien clairs, les prochains combats.

Notre objectif est simple : libérer la Bretagne. Pour cela, trois champs d'action : libération économique, libération intellectuelle, libération politique.

LIBERATION ECONOMIQUE - Chaque année 20 000 de nos jeunes camarades abordant la vie active doivent trouver du travail en-dehors de Bretagne. Cette hémorragie de la jeunesse et du savoir est dans l'immédiat le problème crucial. Des mesures d'urgence, pour implanter des emplois, doivent être prises, MEME AU PRIX FORT. Sans ce sacrifice nous n'aurions à libérer qu'une Bretagne vide. Pour cela il n'y a pas 36 manières :

- débloquer des crédits pour assurer des structures d'accueil,
- développer les infrastructures routières, téléphoniques, maritimes et fluviales,
- adopter un régime d'incitations fiscales rendant notre pays attractif aux industriels et permettant dès lors un choix qualitatif.

Tous les propos sur les taux de salaires, le développement du pays et la qualité des emplois, ne sont que vœux pieux si l'on refuse de se donner les moyens de mettre en œuvre D'ABORD une politique de plein emploi. Or, celle-ci nécessite une dynamique industrielle que seul, l'attrait de conditions favorables peut susciter ; c'est sans doute peu satisfaisant pour les sentimentaux et les idéocrates -- les faits ayant tendance à être plus têtus que les idées, c'est une règle économique dont il faut pourtant tenir compte.

LIBERATION INTELLECTUELLE - Autre urgence : malgré les cours privés, le dévouement des initiatives individuelles, les

semblants de cadeaux de l'Education Nationale Française, malgré tout le bruit que l'on fait autour d'une soi-disant renaissance de la langue bretonne, l'effet ressemble étrangement à une goutte d'eau dans l'océan. Notre langue se casse la figure simplement parce qu'il n'existe aucune volonté globale de rebretonnisation.

D'ailleurs notre libération intellectuelle ne viendra pas seulement de la reconquête de la langue. Il nous faudra aussi nous défaire des schémas inculqués par l'Université française : négation des différences et par là même soumission aux universalismes, refus de la compétition aboutissant à l'appauvrissement égalitaire, déracinement des esprits. En un mot, puisque c'est là que se joue la vraie liberté, il nous faudra obtenir la création d'une Université rebretonnisée, autonome, de qualité, non contrôlée siennelle et sans tutelle. Il s'agit de remplacer une usine à fabriquer des inadaptés à la chaîne par un creuset où seront préparés à leurs responsabilités futures, selon leurs aptitudes et les besoins de notre communauté, ceux qui assureront le développement harmonieux de notre pays.

LIBERATION POLITIQUE - Mais cette double conquête économique et intellectuelle est sans espoir sans l'établissement d'un Pouvoir Politique Breton ; sur ce point, il ne peut y avoir de solution de compromis. Pour ce faire, il nous faut combattre tous ceux qui, en prétendant sauver la Bretagne grâce à la collaboration d'un gouvernement français enfin compréhensif, ne font que noyer le poisson.

Notre liberté ne sera jamais accordée par la France, quel que soit son régime ; elle ne peut résulter que du refus de coopérer à tout ce qui constitue LE SYSTEME :

- Assemblée française ou d'inspiration française,
- Partis politiques hexagonaux ou leurs courroies de transmission en Bretagne,
- Syndicats français et groupes de pression d'origine parisienne.

Les notables plus ou moins régionalistes sont encore plus dangereux pour nous que les jacobins les plus farouches ; même chose pour les turlupins d'universités - En proposant leurs ersatz réformateurs ou pseudo révolutionnaires, ils font croire qu'une solution intermédiaire peut exister pour la Bretagne et affadissent la violence justifiée de nos revendications ; ils transforment le dynamisme d'un mouvement de libération nationale en un pétard mouillé.

Le jour où l'un des nôtres, représentatif du peuple de Bretagne, aura le courage de dire : « Je romps tous liens avec la France ; je demande aux Maires, aux Délégués des organismes professionnels bretons, aux Conseillers Généraux et aux Députés de Bretagne de faire de même. Réunissons-nous dans notre pays et organisons une Administration parallèle », le jour où celui-là se lèvera la France sera sans armes. Mais si cet homme et quelques autres n'existent pas, alors, bien à contre-cœur, il ne restera plus aux Bretons que la plus impitoyable des violences.

200 NUMEROS nous ont déjà rapprochés de cet instant. Il est peu probable qu'autant de temps s'écoule encore avant que sonne l'heure de l'échéance. Combien le comprennent ?

Intervention du Parti Breton dans l'affaire des lignes SNCF

Le bulletin « Information SNCF » d'octobre 1972 publie un court éditorial signé de M. L. LACOSTE et consacré aux « relations transversales, secondaires et locales » dont nous extrayons ces quelques lignes : (...) « Plusieurs opérations concernant des relations transversales, secondaires ou locales seront poursuivies au cours des prochaines années, en pleine collaboration d'ailleurs avec les autorités gouvernementales ou régionales et les collectivités intéressées au premier chef à ce genre de trafic dont le caractère de service public est très marqué (...) »

La déclaration du directeur commercial de la SNCF arrive à point pour calmer le mécontentement des Bretons, car elle contient des éléments rassurants. D'abord le caractère de service public est implicitement retenu en ce qui concerne les relations secondaires. Ensuite parce qu'il est fait état de la collaboration des représentants des collectivités locales.

Il ne reste donc plus qu'à organiser les contacts, puisque les comités de défense des lignes menacées existent, appuyés par les élus locaux. La volonté d'aboutir anime les représentants de la population, en est-il de même des fonctionnaires des chemins de fer ?

Lors d'une réunion du comité d'entreprise, le directeur de la SNCF région Bretagne siégeant à Rennes, a déclaré :

- En aucun cas les lignes fermées
- ne seront réouvertes au trafic des voyageurs. La politique de rentabilité sera poursuivie.

Il y a là une certaine discordance de propos qui nous oblige à y regarder d'un peu plus près. Lorsque le directeur régional de la SNCF s'oppose par principe à l'idée de réouverture des lignes fermées, il se réfugie dans une position de force et, par conséquent, manque de réalisme. On ne peut toujours braver l'opinion.

Evoquer la nécessaire rentabilité de l'entreprise est — par conséquent — un argument considérable, si les mesures décidées y conduisent et favorisent l'expansion. Disons que ce n'est pas le cas en ce qui concerne les relations ferroviaires à l'intérieur de la Bretagne. Jugeons plutôt :

Depuis la fermeture de la voie reliant Loudéac à Camaret, et le transfert du trafic à la route, douze heures sont nécessaires pour couvrir les 180 kilomètres ! Pour se rendre de Roscoff à Concarneau (141 kilomètres) le voyage sera de 9 h 20 ! Mais si vous partez de Païmpol il est indispensable de retenir une Chambre à Rosporden, et vous n'arriverez que le lendemain à Concarneau.

Quant à la transversale Saint-Brieuc-Auray déjà mutilée à cinquante pour cent, elle est déjà l'objet d'études et de sondages en vue de sa rentabilité

(entendons par là « de sa suppression »). La relation Saint-Brieuc-Auray y est médiocre parce que périodique. De plus impraticable à cause de la lenteur... 6 h 39 pour une distance de 124 kilomètres ! Et si vous allez à Quiberon à 28 kilomètres d'Auray, il vous faudra prendre une chambre dans cette dernière ville et repartir le lendemain.

Est-ce par une telle exploitation que la SNCF espère rentabiliser son entreprise ? Lorsque le 28 mai 1972 elle supprimait la moitié de cette ligne, la moitié des trains, la moitié des correspondances et la moitié des gares à la veille de la saison touristique, la SNCF se privait volontairement de 17 000 voyageurs pour les seuls mois d'été. La comparaison sur l'ensemble de l'année sera édifiante ! Les mêmes constatations valent pour les sections de La Brohinière à Ploermel et Dinand-Dinard. Pour être sincères, les fonctionnaires des chemins de fer responsables des « opérations-économies » doivent reconnaître qu'ils ont organisé la faillite totale du réseau de la Bretagne intérieure.

La situation actuelle est durement ressentie par la population dont les activités sont paralysées, l'économie locale et le tourisme anéantis.

Il est urgent de mettre en application un plan dynamique de modernisation des relations ferroviaires en Bretagne, susceptible de redonner aux transversales Nord-Sud leur vitalité en tenant des exigences des usagers et du tourisme. Sur ce point notre parti s'est déjà prononcé. Dans le but de provoquer une prise de conscience des différentes assemblées, une lettre ouverte, a été adressée à l'Assemblée Consulaire de la Chambre de Commerce de Saint-Brieuc et à l'Assemblée du CELIB par SAV :

Les membres du CELIB sont actuellement saisis de cette question. Nous souhaitons qu'ils la défendent avec énergie. Quant à l'Assemblée Consulaire des Chambres de Commerce de Saint-Brieuc, elle s'est contentée des argumentations du représentant de la SNCF. Argumentations s'appuyant sur des textes législatifs autorisant la « réorganisation » des lignes secondaires. Mais il est inconcevable qu'il s'agisse là d'une solution valable, car alors où serait la concertation ? La voie sera-t-elle laissée à la violence ?

G. GAUTIER,
Membre du Comité Directeur de SAV,
Secrétaire de la section de St-Brieuc.

LE PARTI BRETON ET LES GRÈVES

Jouant son rôle de représentant des forces vives du Pays, SAV, par ses interventions auprès des autorités responsables et sa participation à toutes les manifestations de soutien aux travailleurs réclamant des conditions décentes de travail, s'est affirmé comme le parti de la Bretagne. Voici le texte d'un des communiqués parus dans la presse.

La situation de l'emploi et le climat social en Bretagne, loin de la sérénité préélectorale coutumière, s'aggrave.

Les conflits pénibles des Kaolins et de Big-Dutchman doivent-ils déboucher sur un véritable affrontement avant que Justice soit rendue aux travailleurs bretons.

SAV assure les Bretons en grève de son appui et condamne l'incompréhension volontaire et l'attentisme qui sont toujours auennants.

pes » de l'importance des Bouighes et autres requins de la profession. En gros cela représente, pour une première tranche seulement le salaire correspondant à 500 emplois pendant une année entière.

En bref cette façon de faire, contraire aux déclarations de Monsieur Guichard (député breton) signifie que le même Guichard a agi exactement comme s'il fermait d'une façon autoritaire cinq usines employant 100 salariés.

Qui dit mieux au moment où tous nos Ministres et Parlementaires ne cessent de dire qu'ils s'efforcent de créer par tous les moyens de nouveaux emplois en Bretagne.

Naturellement ils disent aussi y parvenir remarquablement, bien que le déficit en nouveaux emplois soit encore important par rapport aux exigences des « plans » qui se succèdent, sans être jamais respectés.

Nous terminerons en posant une question très simple : que faire ? Bien que ce qui a été obtenu les années passées ne semble l'avoir été qu'à cause des craintes suscitées par les manifestations du FLB en 1967 et 1968 nous ne conseillerons pas cette voie à nos lecteurs. Mais nous pensons qu'il faut commencer par refuser nos voix à tous ceux qui nous ont menti depuis cinq ans, qu'il faut rappeler sans cesse à tous ceux qui possèdent une parcelle d'autorité que nous veillerons par tous les moyens à faire respecter strictement le pauvre minimum accordé à notre pays.

Il faut s'efforcer de faire comprendre au peuple breton qu'il s'agit là d'un dû et que par conséquent il faut exiger ce dû. Le jour où notre peuple aura compris cela il cessera d'être un peuple colonial et du même coup on ne pourra plus rien lui refuser.

Pierre KERSAO.

ROUTES et MILLIARDS

Bien souvent nous avons redit ici qu'il fallait éviter pleurnichages et plaintes continues afin de ne présenter dans ces colonnes que des articles constructifs et des suggestions propres à améliorer la situation de la Bretagne et les conditions de vie du peuple breton.

Aujourd'hui le problème des routes nous oblige à prendre un style critique car nous ne pouvons pas laisser passer toutes les déclarations et promesses solennelles faites depuis quatre ans à ce sujet sans faire le point des réalisations correspondantes.

Qui en Bretagne ne se souvient des promesses du Président de la République il y a bientôt quatre ans — rappelons que le Président était alors le Général Charles de Gaulle, celui qui en 1940 aurait été un Colonel sans troupes si les Bretons n'avaient pas été à ses côtés — au sujet de la mise à quatre voies des grands itinéraires de Brest et Quimper vers Rennes, Nantes et les grandes capitales étrangères.

Ensuite, devant l'attitude très réservée de certains services ministériels, particulièrement celui de l'Équipement, des SOS furent lancés par les Comités d'Expansion, les Chambres de Commerce, certains Conseils généraux et à chaque fois il y eut des réponses de Ministres, des Préfets en service commandé ou autres « personnalités » afin de donner des dates, afin d'expliquer que les promesses seraient tenues, que l'effort pour la Bretagne était supérieur à celui consenti pour les autres régions de l'hexagone, que toutefois certains aménagements provisoires seraient peut-être nécessaires...

Et voilà où le bat blesse car il est maintenant prouvé que le plan routier breton ne sera pas réalisé pour 1975, que très probablement un tiers de ce plan ne sera pas réalisé avant 1980, et tout ce beau monde a menti et CONTINUE A MENTIR en toute connaissance de cause.

Pourquoi ?

Parce que, par la radio et la télévision, environ 95 % des électeurs entendent ces promesses de style électoral, et y croient, à ors, qu'une faible minorité seulement suit la réalisation journalière du plan et constate sa non-exécution.

Nous sommes bien loin du vieil adage « Chose promise, chose due ». En outre, en guise de réponse à l'argument des pourcentages élevés d'aide à la Bretagne au cours de ce Plan nous ne ferons que rappeler une récente déclaration d'un Ministre Breton disant qu'en effet depuis plus de cinquante ans la Bretagne n'avait pas été gâtée, et avait même été réellement négligée.

Cinquante ans de « RAPPEL » de subventions, avec les intérêts composés, cela correspondrait à des investissements annuels qui ne se chiffrent plus par de dizaines de milliards, mais par milliers de milliards : N'en déplaise à Messieurs Pleven, Guichard, Chalandon, Marcellin... nous en sommes encore très loin et c'est encore, et pour longtemps, l'État qui est le débiteur du peuple breton.

Après ce rappel des promesses non tenues venons-en aux débuts de réalisation et à l'adjudication d'une première tranche de travaux pour l'axe Brest-Quimper, d'un montant approximatif de trois milliards.

Au sujet de cette adjudication, et sans doute des suivantes, Messieurs Chalandon et Guichard ont menti en déclarant tous deux que les travaux seraient réservés, au moins partiellement aux entreprises locales. Or, volontairement, les travaux ont été groupés en sorte qu'aucune entreprise locale ne puisse traiter l'affaire, alors que dans ce domaine des travaux publics les entreprises moyennes son presque toujours MOINS CHERES que les « grou-

STROLLAD AR VRO PARTI BRETON

ECRIVEZ A LA NOUVELLE ADRESSE :
18, rue Saint-Gouéno - 22000 ST BRIEUC

Note de la rédaction de l'« Avenir de la Bretagne »

Il est précisé à nouveau, afin d'éviter tout malentendu et toute équivoque, que les articles publiés par L'Avenir de la Bretagne n'engagent pas le Comité directeur de SAV. SAV n'est responsable que de la rédaction de sa propre page.

NON NON et NON !

Il y a quelques mois, certains qui n'avaient pas compris que nous mettions en cause les idées de Monsieur MARTRAY, nous collaient sur le dos un désir systématique de dénigrer. Le mois dernier, alors que nous relevions les propos d'André MORICE, maire de Nantes (voir numéro 199) et que nous ne manquions pas d'alerter nos lecteurs quant aux dangers de la Grande-Région Ouest, d'aucuns nous firent le reproche de n'avoir qu'une confiance limitée dans le membre éminent du Comité « Nantes en Bretagne ». Notant que dans ce même numéro, si nous n'épargnions pas les notables qui refusaient pour de vils motifs de participer au CELIB, nous n'étions pas du tout disposés à accorder notre blanc seing au « président » LOMBARD, d'au-

tres encore ont relevé toute la nocivité de notre esprit malfaisant, nous n'avions rien compris, sonnent les cloches, debout les Bretons, le pays est sauvé, le prince Jean est de retour.

C'est en effet la reconquête que sont en train de nous préparer nos trois grands hommes ; et s'il est vrai que les grandes idées se rencontrent, eh bien MARTRAY, MORICE et LOMBARD sont des génies ! Ils ont réussi à embarquer ce pauvre CELIB, qui n'avait tout de même pas besoin de ça, dans leurs divagations Ouestiennes. Ils sont d'accord pour promouvoir une région qui engloberait non seulement la « grande famille bretonne, mais aussi les beaux-frères... », entendez par là la Vendée, la Mayenne et le Maine-et-Loire ; rien de moins ! Et MARTRAY

toujours prolix, de déclarer que les responsables du CELIB n'hésiteraient pas à prendre leur bâton de pèlerin pour plaider auprès des collectivités locales bretonnes la cause de cette Grande Région. Braves hommes que ces responsables du CELIB, on leur demande une Bretagne à 5 départements ; et ils nous refilent 3 départements fransions en prime ! La Bretagne ne serait-elle pas enfin intégrale dans ce cadre-là ? D'ici que POMPIDOU nous réponde : « comprise dans le cadre français, la Bretagne n'en est pas moins intégrale et nous vous offrons près de 90 départements en plus ! »

Oui, reste plus qu'à ramener Paris à Mûr-de-Bretagne...

Mais peut-être Monsieur Martray, par cette déclaration intempestive,

était-il allé trop loin, puisque moins d'une semaine après, le président Lombard devait déclarer à Quimper : « Ce qui doit être dit clairement, c'est que en aucun cas, la Bretagne n'acceptera de perdre et son âme et son nom, ses chances de développement et de progrès au profit d'une région qui ne serait qu'un MAGMA d'intérêts contradictoires, de cultures différentes et de volonté opposées. « Voilà qui est parlé nettement ; reste à s'y tenir et à ne plus laisser croire, même pour des « raisons » de haute tactique, que la Bretagne est un cadre rétractable ou extensible à merci. Le simple fait que pendant quelques temps il y ait eu flottement dans les rangs du CELIB sur cette évidence doit plus que jamais nous faire rester vigilants.

TRAVAIL

Développement des luttes sociales

Paris a eu ses événements de Mai : ils ont tellement imprégné les esprits de là-bas qu'ils ont réussi à forger un état d'esprit petit-parisien. Dans sa grande majorité, la « province » y était resté insensible hormis bien sûr le milieu universitaire, traditionnellement porté vers les outrances verbales. Par ses retombées sur toute la vie sociale de la Bretagne, l'affaire du Joint est par contre arrivée à transformer totalement le climat social de notre pays. Les conflits s'y multiplient, alors que l'hexagone jouit d'un calme relatif.

Le plus souvent déclenchés par la CFDT qui tient à parfaire son image de syndicat dur et pur, les mouvements se heurtent à l'intransigeance des dirigeants d'entreprises. Une première constatation montre que ces conflits se déroulent dans de petites entreprises : Big-Dutchman, les Kaolins de Plémet, les magasins Decré à Nantes, la SAGEM à Fougères, l'atelier Corley à Lorient, etc..., et intéressent ceux que l'on appelle les sacrifiés de l'expansion (et ils sont nombreux en Bretagne !). Une exception : la grève déclenchée par la CGT chez Chaffoteaux et Maury, 2000 employés qui passent parmi les mieux payés de la région.

Sans doute s'agit-il pour le syndicat du Parti Communiste d'affirmer qu'il reste malgré tout ce qui a été dit le grand syndicat des luttes ouvrières. Il lui sera pourtant très difficile de faire oublier le lâchage du Joint Français, comme le prouvent les résultats des élections aux conseils d'entreprises.

Une deuxième constatation doit être faite : lorsqu'un syndicat se trouve en position de monopole dans une entreprise et ne permet pas l'exercice des règles démocratiques, bon nombre de travailleurs qui jusqu'alors s'abstenaient de toute option syndicale, cherchent à se regrouper dans des syndicats autonomes, afin de préserver « leur droit à la liberté du travail » : c'est le cas pour le nouveau syndicat de la bonneterie dans la région lorientaise ; il semble que cette solution soit envisagée à plus ou moins brève échéance chez Chaffoteaux.

Enfin, il faut remarquer que l'épreuve de force n'est pas la voie inévitable lorsque patrons et syndicats montrent un minimum de bonne volonté : aux kaolins de Plémeur, les ouvriers ont obtenu une revalorisation de 22 à 32 %

des salaires, sans la moindre grève, uniquement par la négociation.

Regrettons une fois de plus que ne se dégage pas enfin un syndicat breton qui pose les revendications bretonnes sur un plan breton. Car il est bien illusoire d'espérer le plein-emploi et les hauts salaires sans une politique économique spécifiquement nationale. Malgré tous les beaux discours de certains leaders syndicaux, le problème des ouvriers de notre pays n'a que de très lointains rapports avec celui des ouvriers parisiens ; qu'y a-t-il de commun entre l'ouvrier de chez Renault

et l'ouvrier de chez Renault ? Les fonctions de gestion, le facilité de promotion ou de reclassement, et celui des Kaolins de Plémet qui touche royalement 780 francs par mois et n'a aucun espoir de voir sa situation s'améliorer ?

Même s'il demeure encore hérétique de dénoncer le dogme fallacieux de la fameuse unité de la « classe » ouvrière, chaque jour, les travailleurs bretons en démontrent l'innanité : la France n'a jamais connu un tel calme social alors qu'en Bretagne, le courant de revendications n'a jamais été aussi profond.

EUROPE

L'Europe unie n'est pas pour demain.

Réunis à Paris par le Président POMPIDOU, les responsables des neuf pays européens ayant adhéré au Marché Commun n'ont rien fait pour améliorer l'image de marque de l'Europe. Le jeu était faussé dès le départ par les perspectives électorales de BRANDT et de POMPIDOU, et les difficultés de M. HEATH avec son opinion publique. Pas question, dans ces conditions, de céder sur quelque point que ce soit. Pourtant, une fois de plus, les orateurs n'ont pas ménagé les proclamations d'intention. Le représentant des Pays-Bas s'est même fendu d'une allocution dans laquelle il fustigeait la conception qui consiste à ne voir en l'Europe qu'un gigantesque Marché Economique à mettre en exploitation ; il a mis en garde ses collègues contre la trahison de l'espoir engendré dans l'opinion européenne ; il a mis en relief le fait que l'Europe constituait une civilisation relativement homogène ayant à offrir au monde ses valeurs propres. Toutes choses qui ne seraient pas sans nous satisfaire si les hommes politiques européens avaient tenté d'en tirer une conduite à suivre.

Bien entendu, il n'en fut rien et l'on se contenta de parler monnaie et inflation. Aussi importante soit-elle, l'assiette au beurre manque cruellement de panache et il est peu pensable qu'elle soit un levier suffisant pour soulever l'Europe.

Plusieurs points n'ont nullement été abordés : la suppression pure et simple des frontières, la constitution d'une autorité européenne fédérale, l'établissement de pouvoirs de décision régionaux ou ethniques, (selon les cas), et, par conséquent, la disparition des états traditionnels. Si cette réalisation demande beaucoup de temps, il pouvait paraître souhaitable de se mettre au travail le plus tôt possible ; or, rien de tout cela n'a été effleuré, mettant en évidence l'absence de vision à long terme des hommes d'Etats Européens.

Des discours à la Chambre

Conversation téléphonique avec André ARNAUD, journaliste à Europe 1, le 6 octobre 1972 à 13 h 25 après les informations.

BAL BRETON

* SCAER, le 24 décembre 1972, à 14 heures 30, BAL BRETON DE NOËL. Salle EXCELSIOR Dancing - Avec les chanteurs et sonneurs de l'Aven, du Pays Bigouden, et de Haute-Cornouaille *.

Vrais vins de vigneron
Eau de vie de Pays...
ANDRE DELACHAUX
gros - éleveur - détail
rhum pur agricole distillé
171, rue général-Leclerc
77-Bourbon-Marlotte

Question : Pourquoi n'avez-vous pas parlé du procès ?

André Arnaud : Je l'ai fait à 18 heures hier, il n'y a rien au Palais ce matin.

Q : Je n'ai rien entendu sur vos ondes, je suis pourtant un fidèle auditeur...

A.A. : C'est un procès peu important, ils ne risquent pas grand chose...

Q : Pourquoi alors une Cour de Sécurité de l'Etat ?

A.A. : Off ! ça été créé pour l'OAS, il faut bien leur donner quelque chose de temps en temps...

Q : Vous avez un chroniqueur spécialisé ?

A.A. : F. Pottecher ne veut pas faire de procès politiques, alors nous y envoyons... et... (1), puis nous prenons

nos sources à... (une agence de presse).

Q : Je regrette que F. Pottecher soit absent, ce problème est aussi important que celui du Vietnam...

AA : Le Vietnam est plus important...

Q : Pour moi la Cour de Sécurité de l'Etat est importante, le Vietnam moins.

AA : Vous avez un point de vue, il est peut-être bon.

Q : Ce qui serait intéressant c'est justement les idées qui s'y développent et les témoignages apportés...

AA : Nous sommes très pris, discours à la Chambre, etc...

(1) Je n'ai pas retenu les noms.



ADRESSE : Résidence La GRANGE CHENARD, rue du Moulin-à-Vent prolongée
TELEX 31.626 CHANCOM ROANN TEXMACO FRANCE 42300 ROANNE
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : TEXMACO FRANCE TEL. (77) 71.94.44

IMPORT - EXPORT
MATÉRIEL TEXTILE EN TOUS GENRES
NEUF ET OCCASION
Agence Générale ROBIT

LA BRETAGNE ET LA TENTATION MARXISTE

Depuis quelques années, le marxisme semble installé chez nous. Venu de Paris, semble-t-il... « L'idéologie de gauche a d'abord été ingurgitée sur les bancs des Ecoles Normales par les élèves-maîtres, en petites doses quotidiennes, en même temps que l'histoire du vase de Soissons et la règle des participes passés. Un aspect entr'autres de l'alinéation, et vieille tradition bretonne de sujétion intellectuelle » (1).

La revendication nationale et la revendication socialiste sont

donc fréquemment mêlées. Mais la question de la compatibilité entre elles est rarement posée sérieusement. Le marxisme se veut science. Il est au mieux théorie, contredite par les faits, donc erronée. Il est plus probablement religion, avec ses dogmes, ses grands prêtres, ses sectes, ses schismatiques, ses hérétiques. Notre propos n'est pourtant pas de faire un recensement des erreurs du marxisme ; d'autres l'ont déjà fait. Nous voulons seulement nous poser cette question : peut-on sérieusement prétendre être à la fois marxiste et breton ?

Mouvements nationaux et mouvements socialistes

Dans les années 60, la décolonisation a fourni au communisme un souffle neuf. D'un seul mouvement, les intellectuels d'extrême-gauche se sont rangés du côté des pays opprimés. Sur place, les communistes — c'est-à-dire ceux qui pouvaient obtenir des armes et des fonds — avaient un rôle dirigeant, même si la décolonisation se faisait au nom du nationalisme et pas au nom du marxisme. Les Fronts Nationaux de Libération ont en effet toujours pratiqué un patriotisme parfois proche du chauvinisme. « O Cambodge ! Ma patrie bien-aimée », s'écrit ce jeune maquisard décrit par « Chine Nouvelle ». « Redoublons de vigilance, défendons notre patrie » proclame à Pékin les slogans officiels (2). Et c'est à Cuba que l'on trouve le slogan « Patria o muerte ».

Ce genre de slogan abonde dans le Tiers-Monde. En Europe, le Socialisme apparaît plus ouvertement. Nombre de minorités en lutte sont touchées par le phénomène : Euzkadi, Catalogne, Irlande surtout. En Bretagne même, l'influence marxiste est évidente. Même si les groupes qui la propagent ne se disent pas ouvertement marxistes (3).

Au premier rang de ces groupes, ont trouvé naturellement l'U.D.B., dont le langage est parfois typiquement marxiste ; ainsi dans cette affirmation : « L'Etat n'est qu'un moment dans l'histoire, qui correspond à la domination de la bourgeoisie dont il n'est que l'instrument ». Par ailleurs, pour reprendre l'expression de LE SCOUZEC, « l'U.D.B. flirte avec le P.C.F. et en adopte les thèses principales ». L'UDB le proclame d'ailleurs elle-même, et le numéro 96 du « Peuple Breton » contient de très intéressantes remarques sur le parallélisme des analyses de l'U.D.B. et du P.C.F. Enfin, l'U.D.B. ne manque pas une occasion d'envoyer un coup de chapeau aux camarades soviétiques « qui, dans un esprit au-

thentiquement démocratique, tentent de concilier les libertés individuelles (mais pas individualistes) et les exigences de la planification socialiste » (4).

A part l'U.D.B., il faut mentionner évidemment l'Emsav Stadell Breizh et sa tentative de « naturalisation » du marxisme, de même que Sav Breizh, qui voit pour but au combat breton « la libération du peuple breton en tant que breton et en tant que prolétaire, c'est-à-dire la destruction de l'oppression impérialiste » ; on trouvera par ailleurs quelques remarques sur l'opinion de G. LE SCOUZEC.

Le F.L.B. lui-même n'est pas totalement indemne, et sa déclaration de janvier 1969 le prouve bien : « le peuple breton n'est qu'un peuple prolétaire et de prolétaires, maintenu volontairement à ce stade par les intérêts capitalistes maîtres de l'Etat Français »...

Il existe également des groupuscules divers, plus ou moins directement issus du gauchisme français, ainsi divers « comités de lutte » et le Parti Communiste Breton. Il faut cependant faire une place à part à la « Taupe Bretonne », cénacle intellectuel exclu de l'U.D.B., qui ne se préoccupe de la revendication bretonne que pour la mieux condamner au nom du marxisme le plus pur : les plus honnêtes, et sans doute les moins efficaces...

Citons enfin la position bretonnante d'une partie du P.S.U. et le tour d'horizon sera à peu près complet. Avec un grand absent : le P.C.F. Le Parti de Sohier qui soutient les autonomistes des D.O.M.-T.O.M. reste fidèle à un grand principe maintes fois réaffirmé : « le pouvoir politique ne peut être que national et la loi la même pour tous les Français qu'ils soient Bretons ou Alsaciens » (Laurent SALINI). De toute façon, le P.C.F. est limité, dans une éventuelle défense des minorités, par son dévouement à l'U.R.S.S.

LE MARXISME INVERTI

« L'oppression nationale, a écrit le théoricien soviétique Ivan GROCHEV, est la conséquence et le prolongement de l'oppression sociale ; ...C'est la raison pour laquelle le nationalisme breton débouche forcément, s'il veut être logique avec lui-même, sur le socialisme. »

Ces lignes sont de Gwenc'hlan LE SCOUZEC. Ce raisonnement est fréquent (cf. aussi le numéro 70 de « Frères du Monde ») ; il n'en est pas moins faux. Il s'agit-là d'un renversement total de la pensée marxiste. On considère le marxisme comme le contraire du capitalisme. Or, dans l'esprit de ses fondateurs, il était le prolongement du capitalisme. Il n'était pas « réactionnaire » mais « progressiste », l'unification étant conçue comme un progrès.

Revenons à la remarque d'I. GROCHEV. Elle est pourtant bien claire. C'est le raisonnement de G. LE SCOUZEC qui pêche. Car le marxisme doit, avec « la fin de l'oppression sociale », amener la fin des différences sociales. Donc aussi la fin des différences nationales.

Encore une fois, si les marxistes ont raison, les militants bretons ont tort. Mais si les militants bretons ont raison, le marxisme est erroné.

Les mauvais exemples

Or l'URSS s'est fait remarquer à plusieurs reprises pour son attitude brutale envers les minorités nationales. Une constitution apparemment très favorable camoufle en réalité des génocides permanents. Exemples : interventions à partir de 1917 en Finlande, Lettonie, Estonie, Lituanie, Arménie, Turkménistan, Daghestan reconquête sanglante de l'Ukraine (1921) et de la Géorgie (1923 puis 1924), reconquête des Pays Baltes en 1951, déportation de peuples entiers, Allemands de la Volga, Karatchaïs, Kalmouks, Tchetchènes et Ingouches, Balkars, Tatars, occupation de toute l'Europe orientale avec le rideau de fer, écrasement du soulèvement berlinois de 1953, du soulèvement hongrois en 1956, invasion de la Tchécoslovaquie, répression en Pologne, dans les Pays Baltes, en Ukraine, en Tchécoslovaquie, antisémitisme, etc.

Le problème des minorités est un peu moins crucial en Chine Populaire, dont les 90 % de la population sont de race Han. Mais ce n'est pas une attitude exemplaire que celle de ce pays qui proclame pourtant : « jamais la Chine ne se comportera comme une super-puissance. ...Le peuple chinois est favorable à l'égalité entre toutes les nations, grandes ou petites » (5). Car ce principe souffre des limites.

La Chine a ainsi soutenu le Pakistan contre le Bengale. Trahison de la doctrine tellement incroyable que les naïstes français s'y sont laissés prendre : favorables au Bengale dans le numéro 38 de la « Cause du Peuple », ils ont dû s'aligner et le condamner dans le numéro 39 !

A l'intérieur de ses frontières, la Chine emploie volontiers la vieille méthode impérialiste qui consiste à ne pas « opprimer » une minorité nationale mais à nier son existence, et au besoin à la supprimer...

Ainsi la Manchourie n'existe-t-elle plus. On parle désormais du « Nord-Ouest » ! Sa capitale, ex-Moukden, a reçu un nom chinois, Shenyang. Le Tibet, annexé en 1951, vit des soulèvements écrasés en 1959 et 1970. Sa langue est proscrite et cinq millions de colons Han s'y sont installés (6).

La Yougoslavie elle-même, en principe paradis du fédéralisme, occupe Trieste dans des conditions douteuses et s'est engagée depuis deux ans dans une politique de répression du nationalisme croate.

Alors, finalement, les minorités sont-elles, pour le marxisme, à détruire ou à défendre ?

Textes à l'appui

Les pères du marxisme ont laissé de nombreux textes sur la question nationale. Curieusement, nos marxistes n'en citent le plus souvent que quelques-uns.

La thèse la plus complète est celle de Staline, qui à la demande de Lénine, a tenté de définir la nation comme « une communauté d'hommes qui s'est formée historiquement et s'est stabilisée, après avoir pris naissance sur la base d'une communauté de quatre éléments fondamentaux, à savoir communauté de langue, communauté de territoire, communauté de vie économique, communauté de forme psychique se manifestant dans une communauté de propriétés spécifiques de la culture nationale ». Mais il ajoute que « seule la réunion de tous ces indices pris ensemble donne la nation », ce qui est très restrictif et exclut notamment la Bretagne.

En outre, toujours selon Staline, la nation doit un jour disparaître : « le sort du mouvement national, bourgeois en son essence, est naturellement lié au sort de la bourgeoisie... la chute du mouvement national n'est possible qu'avec la chute de la bourgeoisie ».

De toute façon personne n'accepte de s'avouer stalinien et tout cela a en pratique bien peu d'importance. On invoque plus volontiers des ancêtres plus prestigieux, MARX, ENGELS ou LENINE, avec à l'appui quelques citations, toujours les mêmes.

Ainsi mentionne-t-on souvent la phrase du « Manifeste » de 1848 : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ». On sous-entend : nous lui en donnerons une. Or la citation est tronquée, et il faut la replacer dans son contexte pour qu'en apparaisse le véritable sens : « on a accusé les communistes de

vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur oter ce qu'ils n'ont pas... Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie... La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore ».

De la même façon, la phrase si souvent brandie, « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », ne contient aucun principe moral mais seulement une « constatation ». Là encore restituons à cette phrase son contexte réel : « l'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de grandes puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ». Ce que veut dire MARX est pourtant clair : l'impérialisme est la marque du capitaliste, donc son peuple n'est pas libre. C'est pour cette seule raison que MARX soutint les partisans irlandais dont il réprova le goût pour le fédéralisme.

logiquement, du postulat fondamental du marxisme, à savoir qu'« à chaque époque historique, les modes de production et d'échange — et la structure sociale qui en dérive nécessairement — sont les fondements sur lesquels s'édifie l'histoire politique et intellectuelle de l'époque, qui trouve en eux la clef de son explication ; en conséquen-

ce, toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes » (7). Les conséquences de ce postulat sont évidentes : tout ce qui a été, tout ce qui est, tout ce qui sera jusqu'à la révolution. Toute idée de « culture nationale » à défendre est donc entachée d'un caractère réactionnaire (8).

disparaître avec les conditions qui l'ont formée... Que certains marxistes soient d'origine bretonne, c'est un fait. Que certains marxistes aiment la Bretagne, je n'en doute pas. Mais cela ne peut aller plus loin. Le nationaliste breton qui adhère au marxisme est, pour moi un transfuge, un hypocrite. Pour le bon motif ? Peut-être. Ou alors un homme qui se trompe lui-même et qui, dans ses moments de sincérité, se demande ce qu'il est venu faire en cette galère ».

La Bretagne et l'esclavage

Est-il seulement besoin de conclure ? Les quelques citations qui précèdent parlent d'elles-mêmes, et les tentatives d'acclimatation théorique du marxisme en Bretagne sont trop pauvres pour mériter une analyse approfondie. Nous avons déjà vu que pour mettre en accord l'idée bretonne avec les sciences de la vie modernes (génétique, biologie moléculaire, ethnologie, sciences de l'évolution), il nous fallait rejeter le marxisme. Or il apparaît à présent que, considérés comme des a-priori, le marxisme et l'idée bretonne sont incompatibles. Il apparaît aussi, et c'est plus inquiétant, que les marxistes cachent délibérément une partie de la vérité : les citations de MARX, LENINE et autres qu'ils nous présentent travestissent la pensée de ces auteurs (9). Jamais on ne rappelle l'unification du monde qu'ils prévoient. Pourquoi ? LENINE a répondu à cette question, et ses disciples suivent ses conseils en exploitant à leur profit l'idée bretonne.

En définitive, nous ne pouvons donc que partager la conclusion d'Olier MORDREL : « la dialectique matérialiste n'appréhende pas la Bretagne. En soi, pour elle, il n'y a pas de Bretagne. Ce qu'elle voit à tout le plus, c'est une Bretagne-résultat, qui doit logiquement

Quel aveuglement pousse donc tant de bretons à répéter l'opération des nationalistes ukrainiens ou baltes qui aidèrent la révolution communiste pour finir dans ses geôles. Ou quelle mauvaise foi ? Oui, vraiment, la « vieille tradition bretonne de sujétion intellectuelle » est toujours respectée. Les idéologies, de tout temps, ont principalement servi à déguiser des nationalismes. Ayant servi l'Allemagne pour avoir cru au national-socialisme, la Bretagne — certains bretons — a payé cher son isolement. Et voici à présent que se teinte d'un socialisme dicté par Moscou ou Pékin une partie de la pensée nationale bretonne actuelle ! Non, la Bretagne n'a pas fini d'être esclave...

CERGLE D'ETUDES ETHNIQUES.

ENTRE MOSCOU ET PÉKIN

Les nationalismes sont exploités par les pays communistes à leur profit : la méthode est valable pour les pays communistes entre eux. Depuis longtemps un poste de radio clandestin, « la voix de la Libération du Turkestan », émet depuis le territoire soviétique à destination du Sin-Kiang occupé par les Chinois. Au Sin-Kiang même, « Comité de libération du Turkestan Oriental » de l'écrivain Ziva SAMEHDI lutte contre Pékin avec l'appui de Moscou.

Peu avant l'affrontement sino-soviétique de 1969, la Chine avait dû réprimer des troubles en Mongolie intérieure. Troubles dont l'origine était plus que douteuse. Car la plupart des minorités de la Chine Populaire sont assidument courtisées par l'URSS, qui ne manque pas une occasion de se poser en défenseur des opprimés. « Les chauvins de Pékin, lisait-on en 1968 dans la revue « Temps Nouveaux », s'acharnent en sadiques sur les petits peuples. Ils veulent apparemment rattraper ainsi les revers essuyés en dehors de la Chine et compenser la faillite de leurs desseins d'hégémonie dans l'arène internationale ».

Autre sommet verbal de la querelle : la déclaration de GAFUROV à la Conférence d'Alger en 1964. Ce digne fonctionnaire soviétique, vice-président du Comité de solidarité afro-asiatique déclarait que « la politique de la Chine est une politique raciste et chauvine qui ne diffère pas du nazisme ».

Sans commettre les mêmes excès, la Chine ne manque pourtant pas de répartie, et n'omet pas, par exemple, d'invoquer la Tchécoslovaquie. Si bien que pour devenir un anti-communiste convaincu, il suffit de lire la littérature que les deux pays se consacrent l'un à l'autre.

Lénine et la récupération

LENINE, dans la foulée, proclamait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, il l'a lui-même répété à plusieurs reprises. Aussi est-il bien en cour auprès des minorités nationales. C'est précisément ce qu'il recherchait : faire des nationalistes une masse de manœuvre au profit de la révolution. Lui-même, en toutes lettres, il recommanda « d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent sur ce terrain (le terrain national) comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie ». Aveu franc et sans équivoque. Pourquoi les marxistes le passent-ils sous silence ?

LENINE va plus loin et refuse de soutenir les nations « réactionnaires ». Il écrit : « la reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté

d'autodétermination ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale ». Plus tard, il précisera que « cette question doit être résolue dans chaque cas particulier d'une manière totalement autonome, du point de vue des intérêts du développement tout entier et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme ». Au nom de quoi toute velléité d'indépendance au sein du bloc soviétique est durement réprimée !

Conception partagée, soit dit en passant, par MAO-TSE-TOUNG qui écrivait en 1938 que « la victoire de la Chine sur ses agresseurs impérialistes sera une aide pour les peuples des autres pays. Dans la guerre de libération nationale, le patriotisme est donc une application de l'internationalisme »

« Le socialisme a pour but... »

LENINE pensait du reste que le droit de séparation ne serait jamais utilisé, « car les avantages des grands Etats sont indubitables... Reconnaître le droit à l'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. LE SOCIALISME A POUR BUT NON SEULEMENT DE METTRE FIN AU MORCELLEMENT DE L'HUMANITE EN PETITS ETATS ET A TOUT PARTICULARISME DES NATIONS, NON SEULEMENT DE RAPPROCHER LES NATIONS MAIS AUSSI DE REALISER LEUR FUSION » Voilà qui est parfaitement clair et n'appelle aucun commensaire.

En outre, LENINE apparaît sur ce point comme le parfait continuateur de MARX et ENGELS. Qui écrivaient (dans « l'Idéologie Allemande ») que « le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle » ou que « la libération de chaque individu se réalisera exactement dans la

mesure où l'histoire se transformera complètement en histoire mondiale... C'est de cette seule manière que chaque individu en particulier sera DELIVRE de ses diverses LIMITES NATIONALES OU LOCALES ».

Plus révélatrice encore, s'il se peut est cette phrase de MARX citée par H. LEFEVRE : « les prolétaires sont dans tous les pays en présence d'un seul et même intérêt, d'un seul et unique ennemi, d'un seul et unique combat ; les prolétaires sont déjà en grande partie naturellement exempts de préjugés nationaux ; tous leurs mouvements sont essentiellement humanitaires, ANTINATIONAUX. LES PROLETAIRES SEULS PEUVENT ABOLIR LA NATIONALITE ».

Une telle position, encore une fois, prétend ne pas contenir d'impératifs moraux, et d'ailleurs tout ceci découle,

NOTES

(1) Olier MORDREL.

(2) Le maoïsme s'est d'ailleurs implanté en Chine par nationalisme, grâce à sa lutte contre les Japonais. Il est étrange que la Chine dite « nationaliste » soit celle de Formose, dont on sait qu'elle est à la remorque des USA...

(3) Le marxisme forme un tout. Entrer dans son raisonnement revient en principe à en adopter la totalité. Mais il est évident que pour beaucoup de Bretons il s'agit seulement de singer l'intelligentsia parisienne.

(4) *Le Peuple Breton*, numéro 87. Voir aussi l'article de G. LE SCOUZEC in « Sav Breizh » numéro 5.

(5) Editorial du « Quotidien du Peuple », le 1^{er} janvier 1971.

(6) Une étude sera prochainement consacrée au cas tragique et ignoré de ce petit pays.

(7) ENGELS, dans la préface au « Manifeste du Parti Communiste ».

(8) « L'originalité nationale représente le produit final et le plus général de l'inégalité du développement historique » (TROTSKY). « Le mot d'ordre de la culture nationale est une duperie bourgeoise... Notre mot d'ordre à nous, c'est la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial » (LENINE).

(9) Il existe quelques exceptions. Ainsi la « Taupette Bretonne » se proclame-t-elle franchement, totalement et donc inefficacement léniniste ! Son numéro 1 est particulièrement révélateur (disponible chez P. CLAQUIN, 4, rue du Général-Leclerc, 95-Saint-Gratien).

BIBLIOGRAPHIE

MARX et ENGELS, œuvres, et en particulier le « Manifeste » et l'« Idéologie Allemande ».

LENINE, œuvres, en particulier les « Thèses sur le Droit des nations à disposer d'elles-mêmes » et « L'Etat et la Révolution ».

STALINE, « La Question Nationale ».

TROTSKY, « La Révolution Permanente » et « L'Internationale communiste... ».

MAO TSE TOUNG, « Citations ».

HENRI CHAMBRE, « Le Marxisme en Union Soviétique » (Seuil).

JEAN LALOY, « Le Socialisme de Lénine » (Desclée de B.).

BORIS LEWYTSKYI, « L'Inquisition Rouge » (Laffont).

HENRI LEFEBVRE, « Sociologie de Marx » (PUF).

Milovan DJILAS, « La Nouvelle Classe dirigeante » (Plon).

Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, « Unité Proletarienne et Diversité nationale » (Revue Française de Sciences Politiques, XXI, 2).

Michel MOUSKHELY, « Les Contradic-

tions du fédéralisme soviétique » (« L'URSS... » 1962).

« Frères du Monde » numéro 70 (« Ferments Révolutionnaires »).

« Que Faire » numéros 8-9 (« Colonialisme intérieur et Minorités nationales »).

« Partisans » numéros 59-60 (« Le Domaine National I »).

« Sav Breizh », mensuel et revue (sur-tout numéros 1, 2 et 3).

« La Taupette Bretonne », numéros 1 et 2.

« Le Peuple Breton ».

« L'Avenir de la Bretagne », numéros 38, 53, 189.

« Bretagne Révolutionnaire », numéro 9.

Brochures du Bureau Soviétique d'Information (que nous tenons à remercier de son amabilité), en particulier I. MINTZ, « Développement des conceptions de Lénine sur la fondation d'un état multinational de type nouveau ».

et bien sûr :

Olier MORDREL, « Celtisme ou Marxisme » (La Bretagne Réelle).

JEUNE BRETAGNE

FAUT-IL NE PAS PENSER ?

On ferait injure au Mouvement Breton en disant qu'il ne pense pas. Or, depuis trente ans, il faut reconnaître que si le sentiment national breton a considérablement progressé, le jeune militant a peu de nourriture intellectuelle à se coller sous la dent. Sorti de quelques écrivains peu ou jamais lus, ou de quelques économistes technocrates parisiens ou d'université pour la plupart, notre jeunesse qui se lève par amour de la Bretagne est souvent bien vite déçue.

DEPASSER LE SPONTANÉISME : la révolte des Bretons pour retrouver leur particularité est sûrement le moteur révolutionnaire le plus efficace qui soit. L'enthousiasme et l'attrait que suscite notre combat parmi ceux de notre génération est sans précédent. Mais cette révolte prend un caractère échevelé, non canalisé et reste donc peu efficace. Faute de réflexion et d'unité dans la pensée, que de faux-problèmes, de scissions, de haines personnelles. Il manque en Bretagne un pôle d'attraction intellectuel et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir qu'au fur et à mesure que le sentiment national breton gagne du terrain, il est de moins en moins étayé par des idées - Pas d'idées fortes, pas de motivations intellectuelles : c'est le **spontanéisme le plus échevelé.**

UN CLIMAT REVOLUTIONNAIRE A RECUPERER : Certains ont compris cette carence et vu tout de suite le parti qu'ils pouvaient en tirer. Au procès du FLB, les doctrinaires ont prêté aux autonomistes des orientations idéologiques que la grande majorité d'entre eux n'avaient pas ; à les entendre, ces onze Bretons étaient de vaillants soldats de Marx et de Mao engagés dans une juste guerre pour l'instauration en Bretagne d'une république populaire, base de départ pour la conquête de l'Europe ; comme une vulgaire Albanie. Les militants parisiens du PSU ou de la Cause du Peuple (cf de Politique-Hebdo), qui « descendent » en Bretagne ont assez de force pour brandir en même temps le drapeau rouge de l'internationalisme et l'emblème noir et blanc du nationalisme Breton.

UN PLAT TOUT CUISINÉ - Ces gens seraient sans danger s'ils n'apportaient aux militants bretons désarmés un système de référence (aussi bancal soit-il) dont ceux-ci ressentent la nécessité : Mais ce système qui prétend libérer notre pays économiquement n'est qu'une nouvelle sujétion. Prétendant fondre la Bretagne dans le monde entier et tuer son originalité, il s'agit d'une nouvelle forme d'allévation mentale, d'un déracinement intellectuel.

POUR UNE LIBRE ANALYSE - Il nous faut rechercher une base doctrinale qui nous permette de dépasser le spontanéisme d'une part, les plats tout cuisinés à la sauce marxiste d'autre part. Il nous faut établir un système de référence tenant compte à la fois des lois naturelles communes aux hommes, et des impératifs propres aux Bretons. Il nous faut remédier à l'anarchie des idées sans recourir à un ordre niveleur. Nous estimons que le Maouboulé d'Afrique Centrale n'a pas les mêmes problèmes que le paysan Breton et qu'un Allemand barbu du XIX^e siècle n'est d'aucun secours pour l'un ou pour l'autre.

Il nous faut travailler à élaborer, dans un souci de libre-analyse et d'indépendance intellectuelle, une trame d'idées économiques, philosophiques, sociologiques et politiques, spécifiquement adaptées à la Bretagne, puisée dans notre passé et nos traditions, appuyée sur les plus récentes découvertes de la Connaissance.

NI Paris, ni Moscou, ni Istamboul ne nous aideront pour cela. Le Jeune Breton apprendra à penser seul.

A Brest, JB ne tombera pas dans le panneau

A partir du 1^{er} janvier, la municipalité de Brest, par décision de ses élus, interdira tout affichages en-dehors des panneaux prévus à cet effet. Les contrevenants se verront taxer de lourdes amendes.

Enfin, diront les bonnes âmes, « nous allons avoir une ville propre ! ».

Il faut y regarder de plus près.

Jusqu'à présent, seuls les grands partis avaient accès à l'affichage intensif, grâce à leur puissance financière ; chacun sait que l'argent fabrique l'opinion dans le bel hexagone où nous vivons !

Mais il restait pourtant une possibilité à la liberté d'expression : l'affichage « sauvage », seul luxe que peuvent se permettre les formations militantes dégagées de compromissions (entre autres : JB). Désormais, sous prétexte de protection des murs de Brest, un pas supplémentaire est franchi dans l'escalade des géants politiques.

Les « panneaux » d'affichage libre ne sont qu'un leurre. Seules y feront la loi les partis et « centrales » que l'on devine.

Non, M. Lombard et confrères, JB n'est pas dupe !

Section de Brest.

ACTIVITES : La section de Brest a poursuivi ses activités par de nombreuses distributions de tracts (sorties de lycées, rues de Brest (sortie de match)). Par ailleurs, les campagnes d'affichages ont repris dans le LEON. Les militants de Brest se réunissent chaque semaine. Un grand nombre d'entre eux ont participé à la journée du 26 octobre à Pontivy, pour défendre la langue bretonne.

JEUNES DU SECTEUR DE BREST,
PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

A Rennes, offensive tous azimuths

ACTIVITES : la section rennaise de Jeune Bretagne, renforcée de nouveaux adhérents, a recherché principalement au cours de ce mois à accroître le nombre de ses sympathisants en les invitant par la publication de nombreux communiqués de presse à prendre contact avec le mouvement.

Parallèlement, elle a développé les activités de militantisme : collages, distributions de tracts lors des « Foulées Rennaises », lors du « Festival de variétés » et, en milieu universitaire, réunions de formation.

LE JOURNAL : elle a mis l'accent sur l'importance du développement des dépôts, des abonnements et des ventes à la criée de l'Avenir de la Bretagne (le principe d'une vente hebdomadaire a été retenu et mis rapidement en application).

LA LANGUE BRETONNE : elle a en outre reconnu à l'unanimité la nécessité pour ses membres d'apprendre la langue bretonne ou de parfaire la connaissance de celle-ci. L'inscription aux cours de breton organisés à Rennes a constitué un début de concrétisation de cette volonté. Certains militants rennais étaient également présents à Pontivy le 26 novembre au meeting en faveur de la langue bretonne.

Elle rappelle que les sympathisants qui voudraient prendre contact avec Jeune Bretagne - section rennaise - sont toujours invités à écrire à : JEUNE-BRETAGNE - 30, place des Lices - 35000 Rennes.

VITRE : militant breton isolé à Vitre suite déménagement cherche contacts pour créer section Jeune Bretagne. Ecrire JB Rennes qui transmettra.

A Saint-Nazaire : formation morale et physique

La jeune section de Saint-Nazaire veut former ses militants aux disciplines physiques suivant les règles répandues à la grande époque du scoutisme. Elle a déjà organisé un raid nocturne de plusieurs dizaines de kilomètres auquel ont participé les Nantais et les Lorientais (qui connurent quelques déboires). L'effort effectué en commun est sûrement le meilleur exercice pour développer la volonté et souder une équipe. Elle souhaite voir les autres sections suivre son exemple, afin que soient réalisés pleinement les trois volets des aspirations de Jeune Bretagne : formation intellectuelle, physique et morale.

ACTIVITES : La section a d'autre part réalisé la distribution de 2000 tracts à la sortie des chantiers et du lycée de Saint-Nazaire.

A Nantes, JB mise sur la qualité

Les efforts des premiers militants ont déjà permis de pulser largement dans le potentiel que représente la jeunesse nantaise. Le noyau de départ comptait trois militants en mars 1972 et était totalement démuné de moyens financiers. Faisant sienne la formule selon laquelle « le propre du militant est de tout faire avec rien », la section est devenue, à l'heure qu'il est, la plus nombreuse du mouvement.

Pourtant JB Nantes se défend de faire de la quantité le critère de réussite recherché. Choissant la QUALITE, les responsables ont ouvert un programme important de formation. Une liste des sujets d'études a été élaborée et des réunions de travail ont débuté. Il importe de créer une façon « Jeune Bretagne » d'apprécier les événements politiques et autres ; cela n'ira pas sans la volonté de chaque militant de se perfectionner et de s'améliorer. Le titre de militant de JB ne doit pas être vague et privé de sens : c'est une responsabilité qui se mérite.

ACTIVITES : Les actions traditionnelles, collages, distributions de tracts, vente du journal, continuent infatigablement, permettant d'affirmer la présence Jeune Breagne, et surtout de nouer de nouveaux contacts. Un innovation : la création de cellules lycéennes JB d'information et de diffusion du journal.

JEUNE NANTAIS, TRAVAILLEUR, LYCEEN,
OU ETUDIANT, REJOINS TA SECTION
JEUNE BRETAGNE

Lorient entre en jeu

Les militants de la section de Lorient après une phase d'organisation ont débuté leurs activités. Affichages et distributions de tracts ont permis au mouvement de marquer sa présence et d'affirmer sa volonté de se battre pour la Bretagne. Une réalisation pratique de défense de notre patrimoine breton est prévue ; nous en reparlerons le mois prochain. En attendant, amis de la région de Lorient, ne perdez pas une minute pour nous rejoindre : montrez que les Lorientais ont du courage à revendre pour bâtir leur pays.

Dinan - Saint-Malo

Les collages et les ventes à la criée effectués au cours de l'été ont permis de prendre contact avec un certain nombre de sympathisants dans ces deux villes. Deux nouvelles sections sont donc en voie de structuration.

Tous les jeunes bretons intéressés par nos activités sont invités à écrire rapidement et nombreux à Jeune Bretagne, 30, place des Lices - 35000 Rennes.

PROPOSITIONS J.B.

Pour un Service Civil Breton

La visite de Michel Debré, ministre des armées, à la base atomique de l'Île-Longue, et les huées par lesquelles les ouvriers brestois l'ont accueilli, ont relancé le problème de la militarisation de la Bretagne. Nous autres, à BREIZH YAOUANK, nous considérons que la militarisation française est un des plus grands fléaux subis par la Bretagne. Et nous poussons encore plus loin notre critique, car nous contestons la légitimité du service militaire français lui-même, non pas par antimilitarisme idéologique, mais pour trois raisons principales :

— juridiquement, aux termes du traité de droit international qui nous a associés à la France, les Bretons n'ont aucune obligation de servir la France, si tel n'est pas leur désir.

— humainement, la caserne a été conçue par les gouvernements français comme un outil fondamental du brassage et de la dépersonnalisation des peuples minoritaires de l'hexagone (la plupart de nos appelés du contingent sont acheminés vers... l'Alsace, la Lorraine et l'Allemagne).

— militairement enfin, la formation reçue dans les casernes datant d'un autre âge, représente une efficacité dérisoire, et une perte de temps à peu près totale, pour la plupart des jeunes.

Nous pensons que l'instauration d'un POUVOIR BRETON devra s'accompagner d'une refonte complète des routines acquises, par la création d'un SERVICE CIVIL BRETON, force pionnière d'avant-garde que tous les jeunes appellent de leurs souhaits, et qui peut être l'outil moteur de la renaissance bretonne.

PRINCIPE DE BASE DU S.C.B.

Tout jeune Breton (garçon ou fille) devra consacrer une année au relèvement de la Bretagne, dans le cadre d'un SERVICE dont les activités seront CIVILES (ce qui n'exclut d'ailleurs pas une formation annexe d'apprentissage du maniement d'armes).

IMPORTANTANCE ECONOMIQUE DU S.C.B.

Le S.C.B. pourrait permettre à la Bretagne Libre de se doter avantageusement de l'infrastructure dont elle a besoin, par :

— l'ouverture de chantiers d'amélioration du réseau routier,

— des opérations de reboisement, etc...

Le SCB permettrait d'autre part aux Bretons de se passer entièrement de la main-d'œuvre étrangère, les travaux les plus pénibles étant pris en charge par lui.

IMPORTANTANCE SOCIALE DU S.C.B.

Le SCB pourrait participer pour une large part à la construction de foyers pour jeunes travailleurs, de logements bon marché pour vieillards, etc...

La branche féminine du SCB s'occuperait tout spécialement de l'aide aux mères de famille nombreuse, de l'aide aux vieillards, aux handicapés physiques, de la surveillance des jeunes enfants dont les mères doivent travailler, etc...

IMPORTANTANCE LINGUISTIQUE DU S.C.B.

Le SCB pourrait être conçu comme une véritable plaque tournante de la relance du breton comme langue d'usage quotidien.

Il faudrait le concevoir sur le plan des « OULPANIM » Israéliens, « centres d'enseignements intensifs de l'Hébreu », destinés aux nouveaux immigrants ; généralement établis à la campagne, ils associent les activités manuelles à l'apprentissage de la langue.

Dans ce but, il faudrait créer deux branches du SCB : l'une d'expression française et l'autre bretonnante. Dès que les bases linguistiques seraient acquises, les « élèves-travailleurs » francisants pourraient s'intégrer aux équipes de travail de la branche bretonnante. Le SCB doit donc offrir à tous les jeunes une expérience de vie en milieu bretonnant, et les conduire, leur temps accompli, à la fondation de foyers bretonnants.

IMPORTANTANCE HUMAINE DU S.C.B.

Il est toujours bénéfique d'apprendre aux intellectuels et aux travailleurs manuels à vivre ensemble ; cela ne peut que renforcer le sentiment de solidarité au sein de l'ethnie bretonne.

IMPORTANTANCE EUROPEENNE DU S.C.B.

A terme, on peut envisager des échanges de contingents avec d'autres pays européens, échanges basés sur le volontariat. Le SCB peut donc être un facteur irremplaçable de PAIX Inter-européenne et internationale, par les contacts qu'il permettrait entre jeunes Bretons et jeunes étrangers.



Il est évidemment impossible de fixer en détail ce que sera le SCB ; le jour venu, il appartiendra au peuple breton, à travers toutes les forces vives qui le composent, de lui donner son visage définitif.

Mais dès à présent, la volonté des jeunes Bretons est suffisamment claire pour qu'ils s'associent vers ce but.

A l'embrigadement du service militaire chauvin français, nous saurons substituer l'entraide et la solidarité de tous les Bretons au sein d'un SERVICE CIVIL d'avant-garde !

JEUNE-BRETAGNE.

REALISATION : UN POSTER JEUNE BRETAGNE. La section rennaise vient de réaliser un magnifique « poster » imprimé sur papier cuir Malmö et illustré d'un dessin original. Commandez-le à Jeune Bretagne - Prix : 7 F plus 1 F pour frais, ou demandez-le aux responsables de section.

BREST : section JB Brest cherche nouveau local pour réunions. Ecrire JB Section de Brest BP 112, 29-N-Brest.

Posters, Fiches J. B., Tracts Affiches

Jeune Bretagne B. P. 112 29267 Brest cédex

LES TRI YANN AN NAONED.

Interview d'octobre 1972

Les TRI YANN AN NAONED étaient surtout connus dans le Pays Nantais. La sortie de leur premier disque a répandu leur nom dans toute la Bretagne. Ce groupe, très sympathique, fait de la musique, de la bonne musique car elle est authentique. On y sent l'attachement à notre pays, la recherche studieuse pour sortir du stéréotypé des fêtes de Cornouailles.

Les TRI YANN AN NAONED ont accepté de rencontrer « l'Avenir ». Autour d'un verre, dans une ambiance détendue et amicale, ils ont « déballé leur sac ».

— L'AVENIR : Vos origines ?

— JEAN : A l'origine, Jean-Paul et moi on faisait de la musique avec un dénommé Paul-André Mabit et un quatrième nommé Guy Jeannot. Paul-André a suivi son chemin dans les cabarets parisiens et, quand je suis parti à l'armée, Jean-Paul est resté avec Guy et ils ont fait du folk américain très chouette. Ensuite Jean-Paul a fait la connaissance de Jean-Louis, tandis que moi je rentrais de l'armée. Un jour, on a essayé de jouer la gavotte des montagnes de Stivell, pour giroler. C'était complètement faux mais ça aurait pu marcher. Alors, on s'est dit qu'on pouvait monter quelque chose pour le prochain bal breton.

— L'AVENIR : Vous aviez, tous, une culture musicale au départ ?

— JEAN-LOUIS : Bazar, quelle culture !

— JEAN : J'ai fait des bals de nocces c'est une culture !

— JEAN-LOUIS : Une culture folklorique, mais pas musicale du tout.

— JEAN : Donc, je continue, nous avons fait quelques bals bretons. Alors, on s'est senti beaucoup plus concerné qu'au début par la musique celte. On s'est mis dans le bain très vite.

— L'AVENIR : Vous aviez trouvé votre style, votre genre.

— JEAN : On n'a pas cherché un genre, c'est tombé comme ça, et parce que ça nous plaisait. On était trois au début, mais il manquait une Basse. Or, rentrée scolaire 1972, Jean-Louis rencontre à Savenay un petit jeune tout timide et lui dit « viens chez moi, ce soir, je fais de la musique ». Moi aussi, j'ai fait sept ans de Conservatoire : C'était Bernard. Il ne jouait pas de la basse mais du violoncelle. Ça a à peu près la même forme, alors on lui a payé une basse et comme il a un certain doigté, il s'y est très vite mis. Le premier truc qu'on a fait avec lui c'était...

— JEAN-LOUIS : ...à Mûr-de-Bretagne...

— JEAN : C'était abominable. On s'est dit : ce mec-là, il va falloir le vider (rires).

— JL : Et puis on a été étonné par la rapidité de ses progrès à la basse. Là, Bernard est entré dans le Groupe et on a commencé à bosser vraiment : il s'agissait d'avoir un programme pour tenir, seuls, toute une soirée. On a donc monté une vingtaine de chansons, en prenant comme style, le style celte, une majorité de chansons bretonnes, la plupart en français, car le breton c'est dur à apprendre pour des Nantais... Le reste étant composé de chansons irlandaises ou écossaises ou canadiennes, car nous considérons que le folklore canadien est celte par les instruments ou par les danses par exemple.

— JP : On a cherché à se libérer, un peu, du répertoire de Stivell qu'on avait au début, pour s'emparer d'airs vraiment traditionnels qu'on avait entendu dans les bals bretons et les arranger...

— J : Il faut dire que Stivell on le connaissait quand il n'avait pas son nom sur des affiches grandes comme ça. Sa musique nous paraissait bizarre au début, mais c'est venu petit à petit. On l'a imité on s'est aperçu qu'il avait son style à lui qui n'était pas le nôtre.

— L'A : Il a cependant eu, à vos débuts une grande influence ?

— JL : Il a eu une influence sur tout le monde dans le style folk.

— JP : Il nous a fait connaître la musique celte car il y a 2 ou 3 ans, je ne savais pas du tout ce que c'était.

— L'A : A part les bals bretons, quelles sont vos sources ?

— J : Les chanteurs de Guéméné nous ont donné une des plus chouettes : « Les Filles des Forges » qu'on aime beaucoup. C'est vraiment la chanson qui sent la terre, qui est très pure, quoi !

— JL : On veut garder le côté populaire par le moins de surcharges possibles en arrangements pour que ça fasse assez spontané.

— L'A : De votre parti-pris breton, vous tirez, cependant des conséquences politiques ?

— JP : C'est normal mais, puisqu'il faut parler au niveau personnel et non au niveau du groupe, moi, je dis que je fais, avant tout, du spectacle. Je le fais par l'intermédiaire du folk-song breton parce que je suis breton.

— L'A : Est-ce que ça t'intéresse de savoir que tes auditeurs se sentent bretons, différents des autres par la musique que tu leur joues ?

— JP : A ce niveau-là, oui !

— L'A : Vous avez, donc, l'impression de participer à un certain renouveau national.



Photo D. H.

— L'A : Vous ne dénaturez pas la musique traditionnelle...

— JP : La chanson populaire ce n'est pas l'affaire de quelques initiés, on cherche à la faire passer auprès d'un grand nombre de gens qui ne la connaissent pas forcément.

— L'A : Avez-vous l'impression de faire vibrer une fibre nationale en chantant une musique aussi ancrée dans un peuple ?

— JP : On ne veut pas que la culture bretonne, celte, tombe dans les oubliettes. Il faut la faire revivre mais pas dans le genre du binlou et chapeau rond.

— L'A : Pensez-vous que votre musique puisse réveiller un certain particularisme ?

— J : Il y a des gens qui font cela mieux que nous, en particulier ceux du FLB. Nous on ne veut rien réveiller du tout. Les gens retrouveront cela naturellement de toutes façons. On ne force pas les gens, ils y viennent tous seuls.

— JL : Cette question revient à dire : est-ce que le groupe a ou non une portée politique ? Le problème est le sul-

— JL : Oui ; c'est là-dessus que les membres du groupe divergent. Moi, je suis d'accord, il ne faut pas confondre les deux. Mais je dis que la musique populaire est la musique d'un peuple. J'ajouterais, que les peuples heureux n'ont pas de bonne musique populaire. Les bonnes musiques populaires sont généralement créées par des peuples malheureux, qui ont des problèmes. La meilleure musique de ce genre, à mon avis, c'est la musique irlandaise. Et cela a une signification. Cela ne peut être dissocié. Maintenant, en ce qui concerne l'engagement politique du groupe, c'est différent. Quand on fait un spectacle en Bretagne, il y a, toujours, des gens à la fin pour venir nous dire : « comment se fait-il que vous ne soyez pas plus engagés » ? Quand on fait un spectacle en-dehors de Bretagne, il y a toujours des gens pour venir nous dire : « vous êtes bigrement engagés, tout ce que vous nous présentez c'est de la politique » ! Moi, je suis pour une certaine portée politique du groupe, mais je pense qu'elle ne doit pas être trop violente. Servat par exemple, a été trop violent pour arriver à faire passer au grand public quelque chose. Car il choque les gens et quelqu'un qui écoute Servat et qui ne se sent pas breton, au bout d'un quart d'heure, dit « ce qu'il tape, c'est effrayant ce qu'il nous en veut ! » Il

— JL : Les gens à des fois seulement le résultat est le contraire de ce qu'on espérait. Alors que si on présente cela d'une façon modérée par des allusions, sans mettre les pieds dans le plat, les gens arrivent à accepter beaucoup plus de choses. Ils se disent : « Ces types ne paraissent pas des exaltés » et ils finissent par trouver qu'il y a des trucs qui ne tournent pas rond en Bretagne. Mais il faut faire attention à ne pas tomber dans la facilité en faisant de la démagogie.

— JP : On s'est aperçu qu'un engagement très nuancé passe très bien auprès de tout le monde, bretons ou non, et qu'à la fin, il ne passe plus.

— J : A Saint-Brévin, un monsieur de 35 ans, à peu près, est venu nous voir, après le spectacle, et nous a dit : « Je regrette, sincèrement, de ne pas être breton, mais je suis content car vous êtes les seuls chanteurs bretons que j'ai entendu et qui ne tapaient pas sur les autres, les français ». Ce qui nous a étonné c'est que d'autres personnes, à la fin du même spectacle, nous ont dit « ce que vous êtes engagés, les gars, qu'est-ce que vous avez contre nous... »

— L'A : Quand Glenmor parle de « chasser le Franc » tout le monde applaudit...

— JL : On peut le faire si ça reste bon enfant. Je n'ai rien contre les français. Les malheureux... (rires)... ne sont pas plus couillons que les autres. Par contre, l'Etat français, c'est autre chose. Je crains qu'on se prive d'un soutien en se mettant à dos les Français. S'il y a un gros grabuge en Bretagne, on aura intérêt à avoir l'opinion française plutôt pour nous, que contre nous.

— L'A : Le Français moyen est pourtant très attaché à la France indivisible.

— NADINE, femme de BERNARD : Il ne faut pas confondre culture et politique.

Philippe **TOURNON** "L'Équipe"
 et le
Journal « BUT »
 LAURÉATS DU
PRIX BREIZH - KELTIA 72
 (presse sportive)

■ Ce prix récompense les auteurs des textes ayant le mieux cerné la personnalité des peuples Celtes.

— *Brittoniques* (Bretons, Gallois, Cornouaillais).

— *Gaéliques* (Irlandais, Écossais, Manxois).

■ Il est décerné de préférence à un non-Breton, indirectement influencé par la « question Celtique », et dont l'objectivité et les mérites ne peuvent être mis en cause.

■ Dans le numéro de janvier de « L'Avenir », nous publierons dans son intégralité le texte de Philippe Tournon (« L'Équipe », 8 novembre), intitulé :

— **EIRE 72 : Un tempérament de feu**, et les principaux extraits des articles publiés par le journal « But », sous la plume de son éditorialiste Guy Champagne et de Patrick Mahé, un de nos compatriotes, comme son nom l'indique.

— J : A ce niveau, le Français moyen est un imbécile, car celui de Metz ne s'entendra pas forcément avec celui de Nice, car ils ne conçoivent pas les choses de la même façon.

— JL : Pour moi, la réaction du Breton moyen est la même que celle du Français moyen.

— J : Plus il y en aura d'intéressés par cela, plus il y en aura qui se diront qu'en Bretagne il se passe quelque chose, que la Bretagne ce n'est plus seulement du biniou, etc... et que c'est très vivant. En passant à Guingamp, par exemple, nous sommes tombés sur une maison de la culture bretonne devant laquelle des jeunes qui n'avaient même pas 20 ans parlaient breton, et mon Dieu, cela fait bien plaisir !

— B : L'important est de montrer que la culture régionale ne vient pas d'un seul point, mais qu'elle se propulse de plusieurs points à la fois, aussi bien de Bretagne que d'Alsace ou du pays Basque.

— L'A : Votre musique est liée, quant à son avenir, à celle du sentiment national breton. Comment voyez-vous cet avenir ?

— JP : Il est impératif pour tout groupe breton de démarrer en Bretagne, mais il est normal de ne pas se limiter à elle et l'étendre à ces « malheureux » Français qui n'ont pas encore eu le plaisir de connaître notre chère culture. Et encore, il ne faut pas coller un grand C à celle-ci. Il ne faut pas que les Bretons restent enfermés sur eux-mêmes, il faut qu'ils claquent haut ce qu'ils ont à dire.

— J : Si les Bretons se renferment sur eux-mêmes et ne voient pas ce qu'il y a à côté, ils chanteront vite le cocorico à la mode de Bretagne.

— N : On ne les a pas laissés parler jusque-là...

— J : Ils ont toujours été les bonnes poires dévouées à toutes les causes qui leur semblaient à peu près honnêtes et ils se sont toujours fait avoir. Il est grand temps qu'ils se battent pour eux-mêmes et qu'ils tapent sur les autres.

— JL : Je suis content de te l'entendre dire (rires). Je crois qu'il est bon que les Français connaissent de la Bretagne autre chose que ce qu'ils y ont vu l'été. Ils sont 47 millions de têtes, il vaut mieux les avoir de notre côté... Ils ne vont pas mettre ça dans « L'Avenir » qu'on a pas une position anti-française ! (rires).

— L'A : Certes vous êtes Bretons, mais aussi un peu Français, ne serait-ce que par votre éducation. Vous avez, donc, une double culture, un double héritage, consciemment ou non, une partie de cet héritage est valorisée tandis que l'autre sera plus ou moins reniée. L'individu fait, toujours, des choix qui fondent sa personnalité. Ce choix vous l'avez tout de même fait puisque vous choisissez d'être Breton avant d'être Français.

— J : Oui, on veut simplement prendre ce qui est bon d'un côté et de l'autre et savoir qu'il y a quand même une réalité ethnique bretonne qui se ressent, etc.

— JP : Notre prise de conscience bretonne, il faut le rappeler, n'est pas vieille du tout, donc, nous ne pouvons pas être extrêmement virulents. On a découvert qu'on était Breton depuis très peu de temps et on ne peut aller très loin encore.

— JP : Quand notre prise de conscience sera plus forte, éventuellement, là où en est Jean-Louis, je ne pense pas que le spectacle changera. Le spectacle d'abord ! Sortis de la salle, on peut vraiment prendre un engagement pour quelque chose. Et ça devient individuel.

— JL : Si les quatre du groupe, sont d'accord sur une idée, rien ne dit que cette idée-là on ne l'engagera pas dans le spectacle.

— L'A : De nouveau disque bientôt ?

— JL : Un 45 tours vers le mois de décembre. Il faut attendre le printemps pour faire un autre 33 tours.

— B : Tant que le premier se vend bien, il n'y a pas de raison d'en sortir un autre. Quand les ventes baisseront, il sera temps d'en sortir un autre pour relancer l'affaire.

— JL : Ce n'est pas nous qui disons cela ! c'est l'éditeur !

A. L.

LIBRAIRIE CLASSIQUE
 ET MODERNE
 fournitures scolaires

Pierre GÉNIE

14, rue Saint-Gouéno
 22 - SAINT-BRIEUC
 important rayon livres et revues bretons.

A L'HONNEUR



Le match de football Irlande-France a permis à la presse spécialisée - « L'Équipe », « But », « France-Football », etc... - comme en témoigne notre cliché, de se pencher avec sérieux sur la personnalité irlandaise et d'en dégager les aspects les plus positifs. Une initiative dont la Celtie a tout lieu de se réjouir. Et qui vaut aux auteurs des meilleurs textes, les compliments de « L'Avenir de la Bretagne » et le prix « Breizh-Keltia » 72.

LANGUE BRETONNE

La langue est un des facteurs privilégiés de différenciation. Reflétant le génie propre du peuple qui l'a forgée, elle est source d'enracinement et d'épanouissement. A ce titre l'enseignement que fournit SKOL AN EMSAV est en tous points remarquable.

Ayant ses cours sur l'apprentissage et le perfectionnement de la langue bretonne, SAE n'en oublie pas pour

autant d'éveiller ses élèves à tout ce qui constitue LA BRETAGNE : problèmes culturels bien sûr, mais aussi économiques, sociaux, écologiques... Forts de ces connaissances, libre à chacun d'agir en fonction de ses aptitudes propres et de ses goûts personnels, dans le domaine de son choix.

Pour tous renseignements : SKOL AN EMSAV, 30, place des Lices à Rennes.

PETITES ANNONCES

Si vous cherchez une occupation chez vous, une situation indépendante, un moyen de gagner de l'argent à temps perdu, demandez indications B.E.V.D., 74-Douvaine. (Joindre enveloppe adressée.)

Cherche pers. pour trav. à dom. Gains int. Temps compl. ou partiel ; doc. contre env. timbrée + 2 timbres. DUS-SART, BP 85 - 76302-Sotteville-les-Rouen.

COMMUNIQUE

Marie-Julie JAHENNY
 la stigmatisée de Blain (1850-1941)
 par Pierre Roberdel

Ce livre, qui vient à son heure, va combler l'attente des membres de la Société des Amis de Marie-Julie et d'apporter la lumière à ceux qui, depuis de nombreuses années, se demandent ce qu'ils doivent penser de la stigmatisée de Blain.

L'auteur eut l'occasion, entre 1929 et 1939, de rencontrer une douzaine de fois l'exaltique de la Fraudais. Il a pu retrouver et interroger une dizaine de témoins qui ont connu de près Marie-Julie ou même qui ont vécu dans son intimité. On a mis à sa disposition une masse de documents comportant des dizaines de milliers de pages...

Marie-Julie a été reconnue comme la mystique ayant reçu la stigmatisation la plus complète constatée jusque-là.

Simple paysanne presque illettrée, avec seulement six mois d'école, ne sachant lire que l'écriture imprimée mais pas celle manuscrite... elle a cependant dicté en bon français, pendant ses extases, des milliers de pages qui sont conservées ou retrouvées.

Dans ses extases, elle recevait de la part du Seigneur, de la Vierge ou de Saint-Michel des révélations sur les événements futurs, des événements dont certains sont déjà réalisés mais dont les plus importants sont encore du domaine de l'avenir... d'un avenir peut-être proche.

1 volume 13,5 x 21 - 360 pages comportant de nombreux documents photographiques.

— broché sous couverture cartonnée citron 23 F + Port 2,65 F.

— Relié pleine toile jaune 29 F + Port 2,65 F.

à Editions RESIAC - CCP 1595.10 Rennes

AL LIAMM

UR BREIZHAD OC'H ADKAVOUT BREIZH
 de Roparz HEMON

le livre de chevet du Breton.

Prix : 18 F + 10 % frais. Mlle J. QUEILLE, 48, rue Notre-Dame, Guingamp - C.C.P. 1136-82 Rennes.

RADICALISATION DES COMBATS DE LIBÉRATION NATIONALE



Yann
FOUÈRE

ON nous rendra cette justice que nous avons souvent mis en garde, à cette même place, les autorités de l'Etat français sur les responsabilités qu'elles assument dans le développement de la violence en Bretagne. Il y a longtemps que l'on connaît les causes du « mal-gouvernement » de la Bretagne. Elles ont été à nouveau analysées au cours du récent procès du FLB, devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Elles se résument : en une seule phrase : l'Etat français ne gouverne pas la Bretagne dans l'intérêt du peuple breton. Voudrait-il le faire qu'il serait obligé de desserrer l'étreinte étouffante d'une administration, d'une police, d'un système économique et d'une législation étroitement centralisés et stupidement uniformés. Il serait obligé de rendre aux Bretons la direction et le gouvernement de tout ce qui les concerne en propre. C'est justement là ce qu'il refuse obstinément de faire...

NOUS ne sommes pas les seuls, au sein de l'hexagone, à souffrir de cette obstination, et l'Etat français n'est pas non plus le seul en Europe à refuser de déléguer pouvoirs, responsabilités et libertés aux peuples qu'au cours de l'histoire il a soumis à ses lois. Aussi assiste-t-on, sur toute l'étendue de notre continent, à une radicalisation des combats de libération nationale. Ces derniers partout se durcissent et s'exaspèrent. La violence limitée et mesurée du FLB breton est largement dépassée par celle des combattants d'ETA au Pays Basque, de l'IRA en Irlande du Nord, des nationalistes en Russie soviétique. Au sein de l'hexagone lui-même la paix-Croates en Yougoslavie, des Lithuaniens et des Ukrainiens s'ible Savoie et la placide Normandie demandent le retour à « l'autonomie régionale » et des slogans « Savoie libre » apparaissent déjà sur les murs. Le plastic parle aussi en Corse et en Catalogne ; les Jurassiens occupent à Paris l'ambassade suisse, pour attirer l'attention sur leur combat en faveur de l'indépendance cantonale. Aux grèves de la faim des militants nationalistes basques, qui jeûnent pour protester contre l'expulsion hors du Pays Basque nord de leurs compatriotes d'ETA venus y chercher refuge contre la répression espagnole dans les provinces méridionales d'Euzkadi, répondent la résistance passive, les occupations de stations de radio et de télévision accomplies par les militants de la langue galloise...

Tous ces peuples, dont l'esprit s'incarne dans ces combattants courageux et désintéressés, qu'ils fassent parler les bombes ou violent ouvertement et délibérément les lois de l'occupant de leur pays, sont animés des mêmes sentiments : ils mènent un combat identique. Par des moyens divers ils veulent affirmer à la face du monde leur volonté de rester eux-mêmes par la conquête d'un cadre politique autonome, national, régional, ou cantonal, qui seul le leur permettra. Ils sont tous, eux aussi, les pauvres, les prolétaires, les exploités, les colonisés et les intégrés, à la recherche de leur propre formation étatique, que l'Etat nanti dont ils dépendent, ne voulant pas partager avec eux ses pouvoirs refuse de leur accorder.

Si cette radicalisation du combat s'affirme partout c'est que les structures, les institutions et les lois des démocraties libérales, aussi bien que celles des régimes autoritaires ou des démocraties dites populaires, sont également impuissantes à résoudre par des moyens normaux et strictement légaux les problèmes que posent la libération de nos peuples. Tous ces régimes et tous ces systèmes s'accordent pour nier ces problèmes en affirmant qu'ils ne se posent point. Ils rendent ainsi le dialogue impossible. Ne voulant connaître que des citoyens indifférenciés ils nient la réalité de nos peuples, la spécificité de leurs besoins et de leurs caractères. Au dogme de « l'une-et-indivisibilité » de la France et de l'Espagne à l'Ouest, répond à l'Est celui de la « souveraineté limitée » et de la dictature nécessaires à l'édification d'un faux socialisme. Chez nous Pompidou

affirme qu' « il n'y a pas de place pour des langues et cultures régionales dans une France destinée à marquer l'Europe de son sceau » (1). Les Debré et autres Sanguinetti réitérent leur hostilité fondamentale à la moindre réforme qui relâcherait la dictature de l'Etat sur les Régions et sur les citoyens. Le préfet n'est-il pas le seul à savoir ce qui est bon pour les indigènes ? (2).

En vertu de ces positions arrêtées, la France et la Grande-Bretagne font passer en jugement Bretons et Gallois protestataires ; Franco emprisonne les Basques, Tito les Croates, Brejnev remplit les maisons de fous et les camps de concentration de patriotes Ukrainiens, Baltes, Tchèques ou Tatars... Comment donc s'étonner que les fruits de la violence murissent au cœur de nos peuples ? Comment s'étonner que cette violence s'exerce contre des structures économiques, politiques et culturelles exclusivement mises au service des Etats dominants et des ploutocraties ou des bureaucraties qui les dirigent ?

Les Etats, de surcroît, exercent de nos jours une emprise de plus en plus grande, et parfois totale, sur les moyens de communication de la pensée, sur les mass-média, sur la presse écrite et parlée. Il leur est facile de dresser le mur du silence autour de nos espoirs et de nos combats, de nos aspirations, de nos besoins et de nos droits. Dès lors l'on n'entend plus les mots, ni le dialogue, ni les arguments raisonnables, les protestations sensées et les demandes pacifiques. On n'entend plus que la tempête, le bruit des armes, des explosions et des cris. Bombes, grèves de la faim, la résistance passive, attentats ou affrontements avec les forces de l'ordre établi ne sont plus de nos jours, en fait, que les cris de nos peuples. Pourquoi nous demander de les faire taire alors que nous savons aujourd'hui qu'il ne suffit même plus de hurler pour être entendus ?

ON peut certes regretter la radicalisation progressive de tous nos combats de libération. On peut déplorer qu'il leur faille employer résistance passive ou violence pour se faire entendre, et pour assurer leur marche vers la liberté politique la justice économique, le progrès social et l'épanouissement culturel. Force nous est de constater cependant que tous ces actes qui violent l'ordre établi sont aujourd'hui devenus un mal nécessaire. Ils ont installés parmi nous pour durer. Les Etats contre lesquels ces moyens s'exercent sont seuls à en porter la responsabilité. C'est leur attitude qui en provoque l'emploi. Inévitablement. Inexorablement.

A toutes les époques de l'histoire, tensions, combats et affrontements ont toujours été indispensables à l'avancement du corps social, à la marche des hommes vers la justice, le bien-être, la liberté et le progrès. Si les structures de l'ordre établi, sur lequel ces pressions s'exercent, sont suffisamment souples, elles peuvent s'adapter, se transformer et s'améliorer sans qu'il soit besoin de les briser. Force nous est de constater que celles de l'Etat français, contre lesquelles nous nous battons, sont sclérosées par l'âge, guettées par l'apoplexie, envahies et appauvries par les parasites, engorgées par la prolifération administrative et la centralisation. Ayant perdu la souplesse des corps jeunes et sains elles n'ont plus la capacité de s'adapter ni la volonté de se transformer. Elles n'ont plus d'autre souci que de se conserver telles qu'elles sont. Telles qu'elles sont cependant elles bloquent le chemin qui mènerait au progrès de nos nations, de nos régions et de nos communautés populaires, et qui est celui de la reprise en mains de leur propre destin. Si les structures de l'Etat français sont incapables de nous rendre le droit de nous occuper nous-mêmes de ce qui nous regarde, nous n'avons d'autre voie ouverte que de les briser. Qui de nous peut hésiter à le faire si le salut est à ce prix ?

(1) 14 avril 1972.

(2) Le Préfet de la Région Rhône-Alpes, cité par *Le Figaro* (24 mars 1972) et le *Courrier Lillois*.